

**PROJET D'AVIS SUR LE  
COMPTE ADMINISTRATIF 2011**

**Rapporteur** : Bernard DUBOIS

Le compte administratif soumis à l'avis du CESER présente une exécution du budget primitif 2011 conforme aux engagements avec un budget réalisé à hauteur de 1,012 milliards d'euros (hors réaménagement de la dette et hors restes à réaliser) contre 977,395 M€ en 2010, soit une progression de 3,54 % sur un an. Le taux de réalisation global est de 94,5 %.

Les recettes s'élèvent à 1,011 milliards d'euros.

L'arrêté des comptes fait ressortir un résultat de 411 308 €. Le solde des reports s'élève à 4,501 M€. Le résultat cumulé est de 4,9 M€.

Ces données financières sont reprises dans le budget 2012 par le Budget supplémentaire sur lequel le CESER est également amené à se prononcer.

**I – LA REALISATION DES DEPENSES D'INTERVENTION REGIONALE**

Les dépenses d'intervention régionales (hors restes à réaliser) représentent 821,40 M€, soit une augmentation de 4,34 % par rapport à 2011. Elles se répartissent entre 328,49 M€ en investissements et 492,984 M€ en fonctionnement.

Elles ont été réalisées à hauteur de 92,4 %, soit 95,20 % en investissement et 90,62 % en fonctionnement.

On observe de très bons taux de réalisation (92 à 99 %) dans les domaines de compétence obligatoire de la Région (formation professionnelle, lycées, apprentissage, formations sanitaires et sociales, transports).

Dans le secteur de l'enseignement supérieur, l'avancement de quelques opérations immobilières réalisées au titre du CPER 2007-2013 explique le fort taux de mandatement (105 %).

De même, les territoires solidaires affichent des taux de l'ordre de 120 % (en investissement comme en fonctionnement). Cela s'explique en grande partie par un volume plus important de crédits mandatés en 2011 pour les contrats de 2<sup>ème</sup> génération qui se terminent.

S'agissant des transports, et du service TER en particulier, la Région indique que « les mesures effectuées sur l'offre ferroviaire et routière font apparaître une amélioration de la qualité sur les critères observés en 2011 ». Le CESER perçoit au contraire la détérioration de la qualité. Par ailleurs, les explications données oralement par les services ont révélé qu'une partie des « pénalités » (0,500 M€) est versée sur un compte « qualité » géré par la SNCF pour mettre en place des actions destinées à améliorer la qualité. Le CESER demande que cette clause soit revue dans la prochaine convention. En effet, il y a un déséquilibre au profit de la SNCF qui ne se traduit pas pour l'instant par un renforcement de la qualité du service. Il en résulte une augmentation régulière des charges ferroviaires que les finances régionales ne pourront plus longtemps supporter.

Dans le compte administratif 2010, la Région indiquait qu'une mission d'audit des comptes TER Centre pour les années 2007 à 2009 confiée à la société FCL devait s'achever fin 2011. Le CESER aimerait avoir connaissance des résultats de cette mission.

Le CESER s'était inquiété à de nombreuses reprises de la sous-consommation des crédits affectés à la recherche. Il constate avec satisfaction que le pourcentage de réalisation de ce secteur progresse : 84,06 % contre 68,91 % en 2010 suite au lancement de nouveaux types d'appels à projets de recherche.

De même, la culture affiche un taux de réalisation supérieur à 2010 (96,55 % contre 79,94), l'année 2011 ayant vu la réalisation de grands projets lancés au cours de la mandature précédente.

Par contre, le compte administratif met en évidence, comme chaque année, des taux de réalisation faibles dans plusieurs secteurs :

- Europe et coopération décentralisée (45,5 %) ;
- Environnement (65,9 %) ;
- TIC (64,4 %) ;
- Economie-innovation (80,9 %) ;
- Tourisme (81,3 %).

En raison des priorités affichées dans le SRADDT, le CESER espère que la politique en faveur des TIC va se développer dans les années à venir.

Les restes à réaliser s'élèvent à 36,256 M€ en dépenses. Pour certains secteurs, même lorsqu'on inclut les restes à réaliser, les taux de réalisation n'atteignent pas 85 %.

L'année 2011 a été marquée par le démarrage de la mise en œuvre des mesures d'avenir qui se poursuivront en 2012 (CREQ, Contrat de continuité professionnelle, Prévention Santé...). Il serait souhaitable d'avoir un bilan de ces mesures au prochain compte administratif, en particulier sur le taux de retour à l'emploi des bénéficiaires.

## **II – LES RECETTES**

Le taux de réalisation est de 94,4 %. Les restes à réaliser s'élèvent à 40,757 M€ en recettes dont 26 M€ en investissement et 14,757 M€ en fonctionnement.

La fiscalité directe est désormais constituée de recettes nouvelles : la CVAE (cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises) et l'IFER (impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux), considérés comme des impôts directs même si leurs taux sont fixés au niveau national.

## Evolution des ressources

Libellé	Réalisé 2010	BP 2011	Réalisé 2011 Taux de réalisation	Variations Réalisé 2011/2010
<b>Sous-total fiscalité directe</b>	<b>77 942 706</b> (94,8 %) taxes foncières	<b>166 124 458</b> (CVAE et IFER)	<b>161 267 979</b> (97,08 %)	+ 83,32 M€ (+ 106,9 %)
<b>Sous-total fiscalité indirecte dont :</b>	<b>94 844 806</b> (102,27 %)	<b>149 650 217</b>	<b>155 551 982</b> (103,37 %)	+ 60,70 M€ (+ 64 %)
- Cartes grises	(68 290 972)	<b>65 116 374</b>	<b>72 599 498</b>	
- Taxe additionnelle apprentissage	(26 533 834)	<b>26 533 843</b>	<b>26 460 536</b>	
- TIPP Modulation		<b>28 000 000</b>	<b>29 334 742</b>	
- TIPP Grenelle		<b>30 000 000</b>	<b>27 157 205</b>	
<b>Total fiscalité directe et indirecte</b>	<b>172 787 512</b> (98,75 %)	<b>315 774 675</b>	<b>316 819 961</b> (100,33 %)	+ 144,03 M€ (+ 83 %)
<b>Dotations et compensations fiscales de l'Etat</b>	<b>669 759 080</b> (99,84 %)	<b>559 763 998</b>	<b>550 828 273</b> (98,4 %)	- 118,93 M€ (- 17,75 %)

### La situation financière à fin 2011

L'emprunt n'a été levé qu'à hauteur de 90,6 %, soit 75,2 M€ sur les 83 M€ inscrits au BP (hors reports), mais avec un reste à réaliser d'emprunt de 26 M€ pour couvrir les restes à réaliser en dépenses 2011 (repris dans le Budget supplémentaire).

Le tableau ci-dessous montre l'évolution des indicateurs que s'est fixé la Région.

	Objectifs financiers de la Région	2011	2010	2009	2008
Taux d'épargne brute	> 30 %	27,4	25,28	26,41	28,8
Epargne nette (en M€)	> 150 M€	194,423	171,744	184,4	203,1
Capacité de désendettement	< 3 ans	2 ans et 8 mois	2 ans et 7 mois	2 ans et 5 mois	2 ans et 1 mois
Encours de la dette (en M€)		584,60	555,50	529,37	507,33

Même si la situation financière reste saine, le CESER constate que la capacité de désendettement de la Région atteint bientôt la limite qu'elle s'était fixée.

### **En conclusion**

Le compte administratif donne une image de l'effort financier de la Région sur un exercice. Le CESER regrette qu'il ne s'accompagne pas d'une évaluation des politiques régionales.

La Région a mis en place des mesures notamment en faveur des jeunes en les incitant à entrer dans les dispositifs tels que « Aux Arts lycéens », la mobilité des étudiants, ou bien encore les Olympiade des métiers. Face au nombre croissant de projets, elle a dû resserrer les conditions d'entrée dans les dispositifs au regard des moyens plus contraints. Il serait souhaitable qu'à l'avenir une réflexion soit menée, en amont et en collaboration avec les acteurs locaux, afin d'éviter de modifier les règles en cours de politique.

Le CESER souligne avec satisfaction la progression vers 100 % des taux de réalisation du budget.

**Etude des soldes intermédiaires de gestion**  
**Base : comptes administratifs**

	<b>2011 avec Reste à réaliser</b>	<b>2010 Avec reste à réaliser</b>	<b>2009 avec reste à réaliser</b>	<b>2008 avec reste à réaliser</b>
<b><u>Fonctionnement</u></b>	<b>Milliers €</b>		<b>Milliers €</b>	<b>Milliers €</b>
Recettes réelles de fonctionnement	890 783	855 347	846 414	821 205
Dépenses réelles de fonctionnement	659 132	651 793	637 519	603 365
<b>Epargne de gestion</b>	<b>231 651</b>	<b>203 554</b>	<b>208 894</b>	<b>217 840</b>
Intérêt de la dette	15 648	15 265	15 932	20 629
<b>Epargne brute</b>	<b>216 002</b>	<b>188 289</b>	<b>192 963</b>	<b>197 211</b>
Remboursement en capital	42 456	41 179	36 178	33 582
<b>Epargne nette</b>	<b>173 546</b>	<b>147 109</b>	<b>156 785</b>	<b>163 629</b>
<b><u>Investissement</u></b>				
Recettes réelles	<b>59 827</b>	<b>62 179</b>	90 708	62 438
Dépenses réelles	<b>335 248</b>	<b>311 073</b>	342 694	325 413
<b>Besoin de financement</b>	<b>101 875</b>	<b>101 786</b>	<b>95 201</b>	<b>99 346</b>
<b>Emprunt</b>	101 200	98 800	93 000	99 700
<b>Résultat de l'exercice sans report</b>	<b>- 675</b>	<b>- 2 986</b>	<b>- 2 202</b>	<b>354</b>
Report de l'année antérieure	5 587	11 205	12 701	12 345
<b>Résultat de clôture (avec reste à réaliser)</b>	<b>4 912</b>	<b>8 220</b>	<b>10 499</b>	<b>12 699</b>

## Taux de réalisation des dépenses – CA 2011

<b>D E P E N S E S</b>						
<b>TOTAL INTERVENTIONS REGIONALES</b>	<b>Rappel CA 2010 (réalisé)</b>	<b>Voté 2011 BP + DM (s)</b>	<b>Réalisé 2011</b>	<b>% de réalisation hors reste à réaliser</b>	<b>Total dépenses 2011(avec reste à réaliser)</b>	<b>Evolution réalisé 2011/2010</b>
<b>TOTAL</b>	<b>787 228 847</b>	<b>888 919 908</b>	<b>821 402 938</b>	<b>92,40</b>	<b>865 197 528</b>	+ 4,34
Investissement	304 136 927	344 948 838	328 418 797	95,20	334 325 994	+ 7,98
Fonctionnement	482 991 919	543 971 070	492 984 140	90,62	530 871 534	+ 2,07
<b>FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE</b>	<b>77 105 644</b>	<b>86 420 492</b>	<b>79 468 630</b>	<b>91,95</b>	<b>85 233 661</b>	+ 3,06
Investissement	129 579	100 000	197 431	197,43	197 431	+ 52,36
Fonctionnement	76 976 065	86 320 492	79 271 199	91,83	85 036 230	+ 2,98
<b>APPRENTISSAGE</b>	<b>104 279 553</b>	<b>114 944 693</b>	<b>108 426 652</b>	<b>94,32</b>	<b>113 785 553</b>	+ 3,98
Investissement	7 389 361	12 600 000	12 230 889	97,07	12 230 888	+ 65,52
Fonctionnement	96 890 193	102 344 693	96 195 763	93,99	101 554 665	- 0,72
<b>ENSEIGNEMENT LYCEES</b>	<b>149 471 100</b>	<b>142 797 632</b>	<b>138 283 957</b>	<b>96,83</b>	<b>142 979 930</b>	- 7,48
Investissement	92 991 893	80 009 831	81 450 736	101,80	81 450 736	- 12,41
Fonctionnement (hors TOS)	56 479 208	62 787 801	56 833 221	90,51	61 529 194	+ 0,63
<b>FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES</b>	<b>40 940 120</b>	<b>43 568 989</b>	<b>42 756 890</b>	<b>98,13</b>	<b>43 676 128</b>	+ 4,44
Investissement	1 164 756	1 834 000	1 993 806	108,71	1 993 86	+ 71,18
Fonctionnement	39 775 364	41 734 989	40 763 084	97,67	41 682 321	+ 2,48
<b>ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>11 628 422</b>	<b>13 109 911</b>	<b>13 834 948</b>	<b>105,53</b>	<b>14 267 897</b>	+ 18,97
Investissement	8 636 836	9 515 000	11 134 259	117,01	11 134 258	+ 28,92
Fonctionnement	2 991 587	3 594 911	2 700 689	75,12	3 133 639	- 9,72
<b>CULTURE</b>	<b>33 744 409</b>	<b>40 169 953</b>	<b>38 785 410</b>	<b>96,55</b>	<b>44 215 970</b>	+ 14,94
Investissement	8 900 825	9 968 113	14 292 320	143,38	14 292 319	+ 60,57
Fonctionnement	24 843 584	30 201 840	24 493 090	81,09	29 923 651	- 1,41
<b>SPORTS</b>	<b>8 575 623</b>	<b>17 795 374</b>	<b>16 805 745</b>	<b>94,43</b>	<b>17 085 176</b>	+ 95,97
Investissement	<b>4 389 127</b>	13 874 100	<b>13 161 214</b>	94,86	13 161 214	+ 199,85
Fonctionnement	4 186 495	3 921 274	3 644 531	92,94	3 923 962	- 12,95

TOTAL INTERVENTIONS REGIONALES	Rappel CA 2010 (réalisé)	Voté 2011 BP + DM (s)	Réalisé 2011	% de réalisation hors reste à réaliser	Total dépenses 2011(avec reste à réaliser)	Evolution réalisé 2011/2010
<b>TERRITOIRES SOLIDAIRES</b>	<b>87 277 922</b>	<b>79 743 100</b>	<b>98 673 914</b>	<b>123,73</b>	<b>98 673 914</b>	+ 13,06
Investissement	83 538 316	74 968 400	92 912 244	123,93	92 912 244	+ 11,22
Fonctionnement	3 739 605	4 774 700	5 761 670	120,67	5 761 670	+ 54,09
<b>TECHNOLOGIES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION</b>	<b>3 644 612</b>	<b>5 806 000</b>	<b>3 741 518</b>	<b>64,44</b>	<b>3 844 537</b>	+ 2,65
Investissement	269 026	1 934 000	981 104	50,72	981 104	+ 264,69
Fonctionnement	3 375 586	3 872 000	2 760 414	71,29	2 863 433	- 18,22
<b>ENVIRONNEMENT</b>	<b>12 305 840</b>	<b>17 878 540</b>	<b>11 789 341</b>	<b>65,94</b>	<b>14 776 104</b>	- 4,19
Investissement	6 050 535	6 934 500	5 009 503	72,24	5 033 255	- 17,21
Fonctionnement	6 255 305	10 944 040	6 779 838	61,95	9 742 849	+ 8,38
<b>TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS</b>	<b>172 189 024</b>	<b>186 333 399</b>	<b>184 767 858</b>	<b>99,15</b>	<b>184 957 112</b>	+ 7,30
Investissement	44 779 260	49 730 594	48 920 976	98,37	48 920 976	+ 9,24
Fonctionnement	127 409 764	136 602 805	135 846 882	99,44	136 036 136	+ 6,62
<b>TOURISME</b>	<b>11 406 247</b>	<b>10 600 162</b>	<b>8 623 507</b>	<b>81,35</b>	<b>8 779 851</b>	- 24,40
Investissement	6 120 160	6 245 100	4 420 582	70,78	4 420 582	- 27,77
Fonctionnement	5 286 087	4 355 062	4 202 925	96,50	4 359 269	- 20,49
<b>ECONOMIE INNOVATION</b>	<b>39 512 178</b>	<b>47 808 045</b>	<b>38 694 671</b>	<b>80,93</b>	<b>42 126 013</b>	- 2,07
Investissement	18 844 102	22 545 200	19 856 728	88,07	19 856 728	+ 5,37
Fonctionnement	20 668 076	25 262 845	18 837 943	74,56	22 269 285	- 8,85
<b>RECHERCHE ET TECHNOLOGIE</b>	<b>18 476 941</b>	<b>28 504 440</b>	<b>23 961 239</b>	<b>84,06</b>	<b>25 609 911</b>	+ 29,68
Investissement	11 719 336	18 473 000	15 847 730	85,78	15 847 730	+ 35,22
Fonctionnement	6 757 606	10 031 440	8 113 509	80,88	9 762 181	+ 20,06
<b>EUROPE ET COOPERATION DECENTRALISEE</b>	<b>16 671 210</b> (dt gestion déléguée fonds européens)	<b>28 077 927</b>	<b>12 788 655</b>	<b>45,54</b>	<b>13 829 589</b>	- 23,30
Investissement	9 313 814	18 237 000	6 009 275	32,95	6 009 275	- 35,48
Fonctionnement	7 357 395	9 840 927	6 779 380	68,88	7 820 314	- 7,85